



Programme Alimentaire Mondial

**Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration
Rome, 14–18 novembre 2016**

Distribution: générale

Date: 14 octobre 2016

Original: anglais

Point 4 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2016/4-E

Questions de politique générale

Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Point sur la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome

Le point de vue du PAM (2015–2016)

Résumé

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds international de développement agricole et le PAM ont poursuivi leur collaboration en 2015–2016. Les responsables de haut niveau se sont réunis régulièrement pour discuter des priorités communes pour 2016, à savoir: mise en œuvre du Programme 2030 au niveau des pays; données et statistiques; résilience; nutrition; et appui au Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Les efforts ainsi déployés ont permis d'obtenir les résultats suivants:

- intensification de la collaboration trilatérale au niveau des pays, avec 26 projets mis en œuvre dans 21 pays en 2015 (contre 21 projets dans 18 pays en 2014);
- 86 pour cent des bureaux de pays du PAM engagés dans une collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et 31 pour cent avec le Fonds international de développement agricole, et 28 pour cent engagés dans une collaboration trilatérale;
- appui aux gouvernements pour mettre en œuvre le Programme 2030 et poursuite de l'action menée conjointement pour atteindre l'objectif de développement durable 2 et d'autres objectifs de développement durable le cas échéant;
- élaboration d'un document conjoint définissant comment les trois organismes continueront d'aider les pays, ensemble et individuellement, à mettre en œuvre le Programme 2030;
- poursuite de la coordination stratégique dans le cadre des grandes initiatives mondiales, notamment la 21^{ème} session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Sommet mondial sur l'action humanitaire;
- élaboration et diffusion d'un cadre d'analyse permettant de recenser systématiquement les perspectives, les enjeux et les concessions possibles pour améliorer les contributions en matière de nutrition tout au long de la chaîne de valeur; et

Coordonnatrice responsable:

Mme M. Tamamura

Directrice

Division des relations avec les organismes ayant leur siège à

Rome et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale

tél.: 066513-2175

- intensification de l'action commune de sensibilisation dans le cadre de manifestations mondiales majeures.

Pour l'avenir, il est prévu de concrétiser sur le plan opérationnel le document conjoint des institutions ayant leur siège à Rome sur la mise en œuvre du Programme 2030; de continuer de soutenir l'initiative mondiale visant la réalisation de l'objectif Faim zéro; de renforcer la collaboration au niveau national et régional; d'intensifier le dialogue sur les domaines thématiques, tels que les données et les statistiques, la coopération Sud–Sud et la coopération triangulaire, El Niño et La Niña, et la nutrition; et de recenser les moyens permettant d'assurer une action plus efficace et efficiente.

Portée

1. Le présent document fait le point sur la collaboration entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le PAM. Il rend compte des résultats des initiatives communes mises en œuvre depuis le dernier bilan, indique les pratiques optimales et les enseignements tirés de l'expérience, et présente les perspectives pour 2017. En l'absence de résultats concrets pendant la période considérée, il n'est pas rendu compte des activités en cours.
2. Les principes sur lesquels repose la collaboration entre les organismes dont le siège est à Rome sont énoncés dans le document de 2009 intitulé "Grands axes de la collaboration entre les institutions ayant leur siège à Rome"¹, auquel fait référence le document consacré à la stratégie institutionnelle du PAM en matière de partenariat pour 2014–2017².
3. Les informations d'ordre qualitatif qui figurent dans le présent document sont extraites de la base de connaissances interactive sur la collaboration entre les institutions sises à Rome. Créée en 2014, cette plateforme d'information couvre les activités menées au Siège ainsi qu'au niveau régional et national.

Politiques, programmes et opérations

Analyse de la collaboration au niveau des pays

4. En 2015, les institutions sises à Rome ont collaboré toutes les trois à la mise en œuvre de 26 projets dans 21 pays, contre 21 projets dans 18 pays en 2014. La FAO et le PAM ont collaboré à l'exécution de 120 projets dans 65 pays, et le FIDA et le PAM à 31 projets dans 24 pays. Les chiffres correspondants en 2014 étaient de 106 projets dans 63 pays avec la FAO, et de 24 projets dans 18 pays avec le FIDA.
5. La collaboration est importante dans un certain nombre de pays – Djibouti, Ghana, Guatemala, Kenya, Madagascar, Niger et Soudan du Sud – où le PAM a établi des relations de travail bilatérales ou trilatérales avec les autres organisations sises à Rome, dans des domaines allant du contexte opérationnel à la concertation sur les politiques et aux initiatives de sensibilisation. Les liens de collaboration sont forts en Asie dans plusieurs pays, dont le Bangladesh, l'Indonésie et le Népal.
6. Madagascar et le Niger figurent parmi les pays où la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome a été la plus étroite. Ces deux pays ont continué à étudier les possibilités de garantir une assistance durable que l'action conjuguée des trois organisations contribue à favoriser. Tant à Madagascar qu'au Niger, la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome s'est avérée déterminante pour renforcer la résilience des populations vulnérables – qui est au cœur des programmes nationaux de développement – grâce à des stratégies et des initiatives harmonisées.
7. D'autres pays ont instauré des pratiques optimales, notamment l'Iraq, la Jordanie et le Liban. En Jordanie et au Liban, la FAO, le PAM et le FIDA ont entrepris des activités communes de renforcement de la résilience en aidant notamment les communautés hôtes et les réfugiés syriens à améliorer leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance grâce à des investissements agricoles. En Iraq, la FAO et le PAM contribuent à la reconstruction des équipements collectifs et des infrastructures agricoles.
8. De même, à Cuba, la collaboration entre le PAM et le FIDA a porté sur l'amélioration des chaînes de valeur agricoles, notamment pour les haricots. Les deux organismes ont mis leurs connaissances en commun et planifié des activités communes de renforcement des capacités pour donner aux agriculteurs, aux coopératives et aux prestataires de services agricoles les moyens de se prendre en charge.

¹ WFP/EB.2/2009/11-C.

² WFP/EB.A/2014/5-B.

Appuyer la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable

Le Programme 2030

9. Les institutions sises à Rome continuent de collaborer pour contribuer à la réalisation du deuxième objectif de développement durable (ODD) et d'autres ODD. Vers la fin de 2015, les organes directeurs de la FAO, du FIDA et du PAM ont demandé aux trois organismes de préparer un document conjoint sur leur collaboration et sur leurs contributions collectives à la mise en œuvre du Programme 2030. Les trois organismes préparent actuellement ensemble un projet de document pour présentation à leurs organes directeurs respectifs à la fin de 2016.

Sommet mondial sur l'action humanitaire

10. Les institutions sises à Rome ont organisé ensemble une manifestation parallèle intitulée "Éliminer la faim d'ici à 2030: pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable pour tous". Trois grands éléments sont ressortis de la réunion: i) les chefs de secrétariat ont confirmé qu'il est possible d'éliminer la faim et la malnutrition d'ici à 2030; ii) l'action doit se concentrer sur les causes profondes des crises, la prévention et les investissements à long terme en faveur de systèmes alimentaires durables, et en particulier sur les questions liées aux terres, à la problématique hommes-femmes et aux petits exploitants en milieu rural; et iii) il est temps de passer à l'action – il faut prendre sans attendre des mesures concertées et mettre en œuvre les politiques existantes.
11. Le PAM, la FAO et l'Union européenne ont organisé ensemble une manifestation parallèle intitulée "Franchir le dernier pas: Une analyse mondiale conjointe pour anticiper les crises alimentaires", qui visait à étudier les moyens de réunir les analyses des risques et les systèmes d'alerte rapide au sein d'un réseau mondial unique afin de les mettre au service de la planification et de la prise de décisions concernant l'affectation des ressources.

G20

12. En mai 2016, les institutions sises à Rome ont assisté à la réunion des délégués du G20 agricole en Chine, qui était centrée sur l'innovation agricole et le développement durable; dans le prolongement de cet événement s'est tenue la réunion des ministres de l'agriculture du G20, qui a abouti à l'adoption d'un communiqué en présence des chefs des organismes ayant leur siège à Rome. Les ministres participant à la réunion se sont déclarés résolus à mettre en œuvre et à soutenir les projets liés au Programme 2030. Les trois institutions ont également apporté leur contribution au Groupe de travail du G20 sur le développement, qui a préparé le Plan d'action du G20 sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

COP21

13. Pendant les négociations de l'Accord de Paris lors de la 21^{ème} session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21), les institutions ayant leur siège à Rome ont aidé les pays à trouver des moyens de remédier aux effets des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et ont insisté sur la nécessité de renforcer la résilience aux aléas climatiques des populations les plus vulnérables et les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Elles ont organisé une manifestation parallèle conjointe sur la sécurité alimentaire et l'agriculture.

Habitat III

14. Les institutions sises à Rome ont apporté un appui technique aux États membres durant toutes les négociations menées dans le cadre de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), notamment lors de la troisième session du Comité préparatoire à Surabaya (Indonésie). Grâce à leurs efforts, les considérations relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition ont été prises en compte dans le Nouveau Programme pour les villes.

CSA

15. En 2015, les institutions sises à Rome ont continué d'apporter au Secrétariat du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) un appui financier et d'y affecter du personnel; elles ont notamment planifié et organisé la 42^{ème} session plénière du CSA, préparé des activités de

sensibilisation et des manifestations parallèles, et organisé des missions de la Présidente du CSA à New York. À l'occasion de la 42^{ème} session du CSA, les institutions ayant leur siège à Rome ont fait le point sur les principales conclusions du rapport 2015 sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde et présenté un aperçu des nouveaux critères imposés par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en matière de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Par l'intermédiaire de l'équipe technique du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, les institutions ayant leur siège à Rome ont aidé le Secrétariat du CSA à collaborer avec le groupe de travail à composition non limitée sur les ODD. Les trois organismes ont également présenté une déclaration commune à l'occasion d'une manifestation parallèle organisée par le CSA lors de la réunion du Forum politique de haut niveau qui s'est tenue en 2016 à New York.

Améliorer l'accès à une alimentation adéquate tout au long de l'année

Modules d'action groupée en matière de sécurité alimentaire et groupes sectoriels

16. Le PAM et la FAO ont dirigé conjointement le module mondial de la sécurité alimentaire, qui a été mis à contribution en 2015 dans le cadre des interventions d'urgence de niveau 3 menées en Iraq, au Népal, dans la région syrienne, en République centrafricaine, au Soudan du Sud et au Yémen. Au Soudan du Sud, le module de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence a coordonné l'action menée par 100 partenaires pour fournir une assistance alimentaire et monétaire à 1,5 million de personnes et appuyer les moyens d'existence de plus de 3,5 millions de personnes.
17. En 2015, le module mondial de la sécurité alimentaire a permis d'organiser des formations à l'échelon national et d'appuyer des interventions d'urgence, notamment en Afghanistan, au Mali, au Népal, au Niger, au Pakistan, dans la région syrienne, en République démocratique du Congo et en Ukraine. La qualité des rapports fournis aux parties prenantes s'en est trouvée améliorée, les interventions ont pu bénéficier d'analyses des lacunes, et les interventions en faveur de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence se sont vu accorder davantage d'attention.

Protection sociale

18. Face à l'intérêt croissant des gouvernements en la matière, il convient d'harmoniser les directives concernant la conception et la mise en œuvre des programmes de repas scolaires utilisant la production locale. En janvier 2016, un groupe de travail technique composé de représentants du PAM, du Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim, de la FAO, du Partenariat pour le développement de l'enfant et du Forum mondial sur la nutrition de l'enfant a été établi pour mettre au point des directives communes. Ce groupe a présenté la première mouture d'un cadre général de ressources disponibles pour les programmes de repas scolaires issus de la production locale dans le courant de la même année.

Renforcer la résilience

19. Les institutions ayant leur siège à Rome ont élaboré des propositions de financement conjointes pour le Niger, la République démocratique du Congo et la Somalie. Ces propositions ont été soumises au Bureau de l'assistance humanitaire internationale du Ministère des affaires mondiales du Canada, qui s'est engagé à financer pendant cinq ans les programmes conjoints de ces trois institutions destinés à renforcer la résilience des moyens d'existence. Les programmes conjoints appuieront un ensemble d'interventions mises en œuvre par les trois institutions dans des domaines d'intérêt commun, notamment la sécurité alimentaire et la nutrition, les moyens de subsistance, l'agriculture durable, l'égalité des sexes et la préservation de l'environnement.
20. En septembre 2016, la FAO et le PAM ont participé à un atelier organisé dans la région Amérique latine et Caraïbes dans le but de s'informer sur les meilleures pratiques en matière de résilience et de sécurité alimentaire afin de déterminer les futurs domaines de collaboration possibles avec les pays. Ont assisté à cet atelier des représentants de onze pays ainsi que des membres des bureaux de pays de la FAO et du PAM.
21. Le PAM et la FAO sont des partenaires essentiels de l'Unité d'analyse de la résilience dirigée par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD). Parmi les principales réalisations de l'unité, on peut citer des analyses contextuelles de la résilience, une stratégie de

communication conjointe et des outils d'apprentissage en ligne. Un descriptif de projet conjoint a été signé par tous les membres de l'unité, notamment le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la FAO, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'IGAD, le PAM et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

22. Dans le cadre d'un projet conjoint consacré à l'adaptation et au relèvement rapide dans les zones engorgées du sud-ouest du Bangladesh, le PAM, la FAO et le PNUD ont défini les interventions à mener en priorité pour prévenir l'engorgement des sols et améliorer la résilience des ménages et des communautés les plus vulnérables de Satkhira. Le FIDA et le PAM ont financé ensemble une étude sur l'impact des perturbations et des chocs d'origine climatique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans certaines zones rurales du Bangladesh. Cette étude avance l'idée que, après un choc ou une perturbation d'origine climatique, la sécurité alimentaire et nutritionnelle est gravement compromise pendant une période pouvant atteindre huit à dix mois.

Systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et évaluations conjointes

23. Le PAM et la FAO sont membres du Réseau d'information sur la sécurité alimentaire, qui intensifie actuellement ses partenariats avec le FIDA, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS NET) et des institutions régionales telles que l'IGAD et le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel pour optimiser l'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le PAM et la FAO apporteront leur concours à des activités de développement des capacités nationales et régionales, en collaboration avec le FEWS NET.
24. En 2015, la FAO et le PAM ont effectué des missions conjointes d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire pour faciliter la tâche des Gouvernements de Madagascar, de la République arabe syrienne, du Soudan du Sud et du Swaziland. La mission conjointe réalisée dans la région syrienne a fait apparaître que plusieurs facteurs avaient nui à la production agricole: la persistance de la crise, le manque de carburant et d'intrants agricoles et leur prix élevé, la qualité inégale des intrants, le mauvais état des systèmes d'irrigation, la faible mécanisation, la pénurie et les coûts élevés de la main-d'œuvre agricole, et la destruction des cultures.
25. En mars 2016, le Centre commun de recherche de la Commission européenne a produit, en collaboration avec la FAO et le PAM, un rapport sur les sciences au service des politiques intitulé "*Global Analysis of Food and Nutrition Security Situation in Food Crisis Hotspots*", qui donne un aperçu général de l'état de l'insécurité alimentaire dans les lieux du monde les plus durement frappés par des crises alimentaires.

Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire

26. Les institutions ayant leur siège à Rome ont contribué ensemble à l'élaboration d'un dossier d'information sur la collaboration interinstitutions des Nations Unies en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire dans les domaines du changement climatique, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et du VIH/sida. Le document résume l'expérience acquise par chaque institution dans le domaine de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, donne des exemples de collaboration existant entre les institutions sises à Rome, et indique les secteurs, au niveau mondial, régional et national, où la collaboration gagnerait à être renforcée.

Encadré 1: Table ronde consacrée à la coopération Sud-Sud en Chine

Le 4 juin 2016, à Xi'an (Chine), dans le cadre d'une table ronde sur la coopération Sud-Sud, les chefs de secrétariat des institutions sises à Rome (FAO, FIDA et PAM) ont conclu un accord avec la Chine visant à développer leurs liens de partenariat et à renforcer la coopération Sud-Sud pour atteindre les objectifs et les cibles du Programme 2030 relatifs à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et à la nutrition, ainsi qu'à l'atténuation de la pauvreté. Le Gouvernement chinois a exprimé la volonté d'intensifier sa coopération avec les institutions sises à Rome, et de soutenir davantage leur travail dans les pays en développement, notamment en Asie et en Afrique.

Investir dans l'agriculture familiale

27. Le groupe de travail sur les stratégies constitué à l'issue de la phase expérimentale et comprenant la FAO, le FIDA et le PAM a procédé à un exercice de cartographie de leur collaboration lors de la phase pilote de l'initiative Achats au service du progrès (P4P). À la lumière de ce travail, une analyse de la collaboration entre les trois organismes a été réalisée dans d'anciens pays pilotes où ils mènent des interventions concertées. Les constatations préliminaires font état de la volonté des institutions sises à Rome de coopérer, et indiquent qu'une convergence accrue de leurs programmes en renforcerait l'impact.
28. En République démocratique du Congo, les institutions ayant leur siège à Rome mettent actuellement sur pied une initiative conjointe visant à renforcer les synergies et l'impact pour faciliter la réalisation de l'ODD 2. Sur le plan de la nutrition, la FAO et le PAM œuvrent ensemble pour introduire des aliments nutritionnels et biofortifiés et sensibiliser les populations aux questions de nutrition et aux meilleures pratiques. Les deux organismes, ainsi que d'autres acteurs, travaillent actuellement sur la sécurité foncière au Nord-Kivu; pour ce faire, ils ont recours à des clubs de radio et des radios communautaires, et appliquent des méthodes participatives pour renforcer la capacité des communautés à gérer les conflits et à maintenir la paix.
29. Le PAM, la FAO et le Gouvernement brésilien ont aidé les petits exploitants de deux provinces colombiennes à ajuster leur production à la demande des marchés institutionnels et d'autres marchés locaux. Les activités de formation et l'appui technique visaient à améliorer les capacités des agriculteurs dans divers domaines: bonnes pratiques agricoles et production durable, gestion après récolte, capacités d'organisation, mise au point de stratégies de commercialisation et signature d'accords commerciaux.
30. Le PAM participe au projet FAO de développement de l'agriculture de conservation, conçu pour faciliter l'accès des petits exploitants à des marchés structurés. Ainsi, pour inciter les petits producteurs de maïs à diversifier leurs cultures, le PAM facilite leurs contacts avec des acheteurs professionnels locaux; il les encourage à passer des contrats de livraison à terme avant les semis et a mis sur pied un service groupé de collecte et de livraison.
31. Le programme Acheter aux Africains pour l'Afrique est codirigé par le PAM et la FAO, avec la participation des gouvernements et de la société civile. Actuellement mis en œuvre en Éthiopie, au Malawi, au Mozambique, au Niger et au Sénégal, il préconise l'élaboration de modèles d'achats institutionnels de produits alimentaires qui soient adaptés à chaque contexte et contribuent à accroître la production des petits agriculteurs tout en garantissant l'accès aux marchés et la livraison de repas scolaires nutritifs. La deuxième phase du programme a permis d'améliorer les opérations sur le terrain concernant l'alimentation scolaire issue de la production locale, de promouvoir l'échange de connaissances, et d'élaborer un outil de suivi et d'évaluation destiné à produire des données factuelles sur les achats institutionnels de produits alimentaires destinés aux cantines scolaires.

Améliorer la nutrition

32. Le PAM, la FAO et le FIDA ont établi un groupe de travail conjoint pour promouvoir la gestion des connaissances et les partenariats à l'échelle mondiale, régionale et nationale, au service de la mise au point d'approches de la chaîne de valeur tenant compte de la nutrition. Ce groupe a présenté un cadre d'action et des exemples d'application dans les pays à l'occasion d'une manifestation sur la nutrition et le commerce organisée conjointement en juin 2016 par le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies et par le CSA. Les participants ont conclu que les gouvernements devaient collaborer avec les acteurs des systèmes de production alimentaire pour piloter ces systèmes de manière à promouvoir une alimentation saine, et mettre en place les politiques nécessaires pour que des aliments sains soient disponibles, accessibles, acceptables et attrayants aux yeux des consommateurs.
33. Depuis la dernière mise à jour, le PAM, la FAO et le FIDA ont collaboré avec d'autres institutions des Nations Unies pour mettre au point un nouveau plan stratégique pour le Comité permanent de la nutrition, dont le siège, auparavant situé dans les locaux de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), est désormais installé dans ceux de la FAO. Les institutions sises à Rome se sont

également jointes à une équipe technique du CSA chargée d'élaborer un texte de proposition et des axes de travail visant à définir le rôle du CSA dans le domaine de la nutrition, qui seront présentés au CSA pour approbation à sa 43^{ème} session. En outre, les trois organismes ont contribué à l'élaboration de la nouvelle stratégie du réseau du système des Nations Unies pour le mouvement Renforcer la nutrition (SUN), et participent aux réseaux SUN dans de nombreux pays.

Changement climatique

34. En vertu de l'accord annuel de collaboration entre le PAM et le FIDA, le Programme continue de fournir un appui technique et financier, et les deux organismes ont élargi l'accord de partage des coûts pour conclure un accord de partenariat triennal sur l'analyse conjointe du climat.
35. En octobre 2015, le mécanisme destiné à renforcer la sécurité alimentaire et la résilience face aux aléas climatiques (FoodSECuRE) a été mis à l'essai au Zimbabwe pour atténuer les effets négatifs attendus du phénomène El Niño. Le PAM, la FAO et le service de vulgarisation du Ministère de l'agriculture expérimentent actuellement sur le terrain les modalités d'action rapide du volet I de FoodSECuRE, afin de renforcer la résilience de 550 ménages de petits exploitants sinistrés dans cinq arrondissements du district de Mwenezi en favorisant la culture de petites céréales résistantes à la sécheresse. Malgré des précipitations tardives et peu abondantes pendant la campagne 2015-2016, 79 pour cent des exploitants relevant du projet ont été en mesure de procéder aux plantations et ont produit en moyenne 1,5 tonne à l'hectare contre 0,9 tonne l'année précédente.

Problématique hommes-femmes

36. En coordination avec ONU-Femmes, les institutions ayant leur siège à Rome ont parrainé une recommandation générale ayant pour objet d'assurer que l'article 14 de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes – adoptée en mars 2016 – insiste sur les droits des femmes rurales, ainsi que l'ensemble de la Convention.
37. Le programme commun pour l'émancipation économique des femmes rurales, mis en œuvre par les trois institutions en collaboration avec ONU-Femmes, est dirigé par un coordonnateur mondial qui a participé à une mission de la FAO au Niger et à une mission d'ONU-Femmes au Népal. Avec l'appui des institutions sises à Rome et d'ONU-Femmes à New York, le coordonnateur a organisé en 2016 une manifestation parallèle conjointe lors de la réunion de la Commission de la condition de la femme.
38. En 2015, les institutions ayant leur siège à Rome ont procédé pour la troisième fois à un examen par les pairs afin d'évaluer leur performance dans la mise en œuvre du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP). L'examen a donné lieu à des retours d'information et a permis de formuler des suggestions visant à améliorer la qualité et le partage de données d'expérience, et de dégager des enseignements concernant l'obligation redditionnelle, l'apprentissage et la constitution de réseaux. Parmi les résultats, on peut citer un accord sur le partage des données d'expérience et l'apprentissage sur des thèmes sélectionnés, et la liste des coordonnées des personnes responsables des indicateurs de performance de l'ONU-SWAP au sein des différents organismes.

Sensibilisation et communication

Plaidoyer pour l'élimination de la faim

39. Les institutions ayant leur siège à Rome ont continué de diffuser des communiqués de presse communs à l'échelle mondiale sur des questions telles que l'impact du phénomène El Niño, et sur les évaluations et les rapports relatifs à la sécurité alimentaire effectués par le PAM et la FAO. En 2016, les organisations ont partagé les coûts et les ressources pour la campagne Seeds4Change, qui a insisté sur la nécessité d'apporter des semences et une assistance alimentaire en temps voulu en République centrafricaine. Le PAM et la FAO ont publié un communiqué sur les synthèses concernant l'impact des conflits sur la sécurité alimentaire qu'ils avaient préparées à l'intention du Conseil de sécurité des Nations Unies en juillet 2016. Grâce aux médias sociaux – retweets, annonces ou partage de contenus – les trois institutions ont réussi à atteindre un public plus large.

40. Pendant l'Assemblée générale des Nations Unies de 2015, les institutions sises à Rome et le Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour la jeunesse ont organisé une manifestation spéciale intitulée "Génération Faim zéro", destinée à mobiliser les jeunes pour qu'ils contribuent à éliminer la faim d'ici à 2030.
41. La Journée mondiale de l'alimentation 2015 avait pour thème "Protection sociale et agriculture". Dans leurs efforts de sensibilisation, les institutions sises à Rome ont insisté sur le rôle déterminant que joue la protection sociale dans la réduction de l'insécurité alimentaire chronique et de la pauvreté, dans la mesure où elle assure un accès direct à la nourriture ou aux ressources nécessaires pour acheter des aliments.
42. Les institutions sises à Rome ont coordonné la participation des organismes des Nations Unies à l'Expo Milano 2015 et collaboré en vue d'accroître leur visibilité. De grandes manifestations ont eu lieu pendant l'Expo, notamment la Journée mondiale de l'environnement, la Journée mondiale de l'aide humanitaire et la Journée mondiale de l'alimentation.
43. À la fin de 2015, avec l'appui des autres institutions ayant leur siège à Rome et du Secrétariat du CSA, la FAO a élaboré un programme-cadre multipartite pour faciliter l'application des principes du CSA en faveur d'un investissement responsable dans l'agriculture. La FAO a organisé des manifestations avec des gouvernements, la société civile et le secteur privé en vue d'évaluer la capacité des parties prenantes à adopter ces principes et à les mettre en œuvre.
44. En novembre 2015, les institutions sises à Rome ont publié une déclaration commune sur leurs actions concertées concernant la terre, les régimes fonciers, les sols et l'eau, qui vont dans le sens de l'initiative Unité d'action des Nations Unies et ont fait leurs preuves dans les pays. Elles ont cependant reconnu qu'il leur fallait collaborer davantage afin d'assurer la prise en compte des questions liées à la migration et au travail lors de la conception et de la mise en œuvre des initiatives consacrées à la terre et à l'eau.

Forum pour le développement de la résilience face à la crise syrienne

45. En novembre 2015, lors du Forum pour le développement de la résilience face à la crise syrienne, le PAM, la FAO et l'Organisation internationale du Travail ont animé ensemble une table ronde consacrée au renforcement de la résilience dans le contexte de la crise syrienne, passant par la promotion de la pérennisation des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire dans les communautés touchées par la crise; à cette occasion, le PAM a souligné le rôle important que joue l'action humanitaire dans la construction de la résilience et la transition vers des interventions plus larges visant à améliorer les moyens d'existence et à renforcer la résilience. Le Programme (non contraignant) de la mer Morte en faveur de la résilience a été présenté, mettant en avant les aspects favorables à la collaboration entre le PAM et la FAO.

Collaboration administrative et autre

Évaluation

46. Les bureaux d'évaluation du PAM et de la FAO, ainsi que ceux de l'OMS, de l'UNICEF et du Ministère des affaires mondiales du Canada ont réalisé une évaluation conjointe de l'initiative des Nations Unies intitulée "Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants" (REACH) visant à faciliter la gouvernance des interventions nutritionnelles au niveau des pays. Selon l'évaluation qui portait sur la pertinence de REACH et son bien-fondé, sa performance et sa durabilité entre 2011 et 2015, cette initiative a contribué de manière significative à renforcer les politiques et les programmes nationaux en matière de nutrition et à accroître la sensibilisation et l'engagement dans ce domaine. À l'issue de l'évaluation, il a été recommandé de continuer de privilégier le rôle joué par REACH pour faciliter, en toute neutralité, la gouvernance en matière de nutrition au niveau des pays, de renforcer les contributions des Nations Unies à l'initiative, et de promouvoir une meilleure prise en compte des questions d'équité et de la problématique hommes-femmes dans les programmes nutritionnels.

47. En novembre 2015, les bureaux d'évaluation des institutions sises à Rome ont organisé conjointement un séminaire technique sur l'évaluabilité³ de l'action à mener pour atteindre l'ODD 2 – éliminer la faim –, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable. L'événement a permis de jeter les bases d'un futur programme commun d'évaluation de l'ODD 2.

Contrôle interne

48. Un auditeur du PAM a été détaché pendant sept mois – de novembre 2015 à juin 2016 – au Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA. Des membres du personnel du Bureau de l'Inspecteur général ont organisé une session de formation de trois jours sur l'exploitation et les atteintes sexuelles pour les enquêteurs des institutions sises à Rome. En juillet 2016, les enquêteurs des institutions ayant leur siège à Rome ont participé à une formation dans les locaux du FIDA sur la recherche en source libre. À la suite de la septième réunion annuelle des responsables des fonctions de contrôle de la FAO, du FIDA et du PAM, qui s'est tenue en juin 2016, les trois institutions ont recensé différentes façons de renforcer la coordination et l'échange de bonnes pratiques en matière d'audit et d'enquêtes.

Services financiers

49. Le 15 avril 2016, la FAO et le PAM ont signé un mémorandum d'accord confiant au Bureau de liaison de la FAO de Washington les services liés au remboursement de l'impôt sur le revenu des États-Unis. En juillet 2016, les institutions ayant leur siège à Rome ont sélectionné un prestataire de services d'évaluation actuarielle pour un mandat de trois ans, éventuellement renouvelable pour une durée de deux ans.

Processus de gouvernance facilités

50. En 2015, les institutions ayant leur siège à Rome ont continué de s'employer ensemble à faciliter les processus de gouvernance de manière à être mieux au service de leurs clients communs, à savoir les représentations permanentes à Rome. Parmi les activités importantes menées à bien figurent l'exploitation d'outils et de pratiques de traitement de la documentation et la mise en commun de données d'expérience concernant de nouvelles technologies applicables à la gouvernance, comme les applications pour appareils portables et les systèmes d'enregistrement. La collaboration avec les secrétariats des organes directeurs des autres institutions sises à Rome a permis au PAM de réduire les coûts globaux des services de gouvernance qu'il assure au profit de ses membres d'environ 96 000 dollars en 2015.

Perspectives

Le Programme 2030

51. Tous les types de collaboration établis entre les institutions sises à Rome visent la réalisation des ODD. La vision et les stratégies communes définies dans le document conjoint relatif à la collaboration des trois institutions seront mises en œuvre dès que le document aura été approuvé par les organes directeurs respectifs du PAM, de la FAO et du FIDA.

Élargir la collaboration régionale

52. *Asie et Pacifique.* À l'occasion d'une réunion sur la planification des activités régionales, il a été recommandé que, dans la région Asie et Pacifique, les institutions sises à Rome exploitent leurs avantages comparatifs, définissent clairement la division du travail entre elles et harmonisent la mise en œuvre de leurs stratégies de pays plutôt que d'opter pour l'élaboration d'une stratégie conjointe. Parmi les thèmes retenus, on peut citer le changement climatique et le renforcement de la résilience ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
53. *Moyen-Orient, Afrique du Nord, Asie centrale et Europe orientale.* Les domaines de collaboration suivants ont été définis: i) améliorer les plateformes et les activités de plaidoyer conjointes pour aider les pays qui s'emploient à réaliser l'ODD 2; ii) renforcer les partenariats dans certains pays; iii) étudier les moyens de mutualiser les connaissances pour faciliter

³ L'évaluabilité indique de quelle façon et dans quelle mesure un sujet peut être évalué de façon fiable et crédible.

l'élaboration et la mise en œuvre des politiques; et iv) dégager les thèmes spécifiques à la région auxquels la coordination FAO-PAM profiterait, comme l'amélioration des programmes de repas scolaires au profit des programmes de protection sociale et de filets de sécurité, et l'étude de l'impact des déplacements et de l'immigration sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

Nutrition

54. Le groupe de travail commun des institutions sises à Rome sur les chaînes de valeur à dimension nutritionnelle présentera les conclusions de ses travaux sur un projet de cadre commun lors d'une manifestation spéciale organisée pendant la session plénière du CSA en octobre 2016.
55. Consciente de l'importance de la nutrition, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé une Décennie d'action pour la nutrition (2016–2025). La FAO et l'OMS dirigeront les travaux consacrés à cette décennie, en collaboration avec le FIDA, le PAM et l'UNICEF. L'appui des institutions sises à Rome sera indispensable pour aider les pays à agir conformément aux engagements souscrits dans le cadre de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition.
56. Un dispositif est en cours d'élaboration pour renforcer la responsabilité des Nations Unies à l'égard du mouvement SUN à l'échelle mondiale, régionale et nationale. Ce dispositif comprend un tableau de bord en ligne qui mesure la performance des institutions des Nations Unies en matière d'établissement de rapports au niveau des pays. Les institutions sises à Rome ont participé à un exercice visant à dresser l'inventaire des actions de nutrition des Nations Unies; ce projet a été testé dans cinq pays puis appliqué à sept autres pays. L'inventaire répertorie les actions de nutrition recommandées que les organismes des Nations Unies mettent en œuvre en vue de mettre en lumière leurs complémentarités et de renforcer les synergies.

Changement climatique

57. Le PAM et la FAO s'emploient à définir les domaines de collaboration liés à l'élaboration et à la mise en service de FoodSECuRE. L'engagement de la FAO peut s'appuyer sur plusieurs points d'ancrage potentiels: la conception et la définition des critères de déclenchement et des prévisions, et les méthodes d'analyse.
58. Pendant la COP21, le Secrétaire général a annoncé le lancement d'une nouvelle initiative mondiale multipartite sur la résilience face aux changements climatiques. Cette initiative – Anticiper, absorber, reformuler (A2R) – vise à accélérer les mesures destinées à renforcer la résilience face aux changements climatiques. Les trois institutions sises à Rome s'efforcent de rendre l'initiative opérationnelle, en collaboration avec le Cabinet du Secrétaire général et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, et elles s'attacheront à renforcer les trois volets – anticiper, absorber et reformuler – indispensables à l'amélioration de la résilience des pays et des populations les plus vulnérables face aux changements climatiques.

El Niño et La Niña

59. Les chefs de secrétariat des trois institutions sises à Rome ont plaidé en faveur d'une préparation renforcée face à la survenue possible d'ici à la fin de l'année du phénomène climatique La Niña, étroitement lié au cycle d'El Niño, qui a eu des effets dévastateurs sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Les zones les plus durement touchées ont été la Corne de l'Afrique, l'Afrique australe, le couloir de la sécheresse d'Amérique centrale, les Caraïbes, l'Asie du Sud-Est et les îles du Pacifique. D'après les prévisions des scientifiques, les risques que La Niña se développe sont en augmentation, ce qui renforce la probabilité de précipitations supérieures à la moyenne et d'inondations dans les zones où El Niño a causé des sécheresses, et inversement d'épisodes de sécheresse dans celles où il a provoqué des inondations.

Données et statistiques

60. Les institutions sises à Rome continueront de renforcer leurs capacités de suivi et d'établissement de rapports sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde; pour ce faire, elles collaboreront avec les États membres, recueilleront des données auprès de sources nationales officielles et les diffuseront à l'échelle mondiale, proposeront des récits à insérer dans le rapport annuel sur la situation des ODD dans le monde, mettront au point des méthodes et contribueront au renforcement des capacités dans le domaine des statistiques au niveau des pays. La FAO continuera, avec l'aide du PAM et du FIDA, à collaborer au cadre mondial d'indicateurs et aux

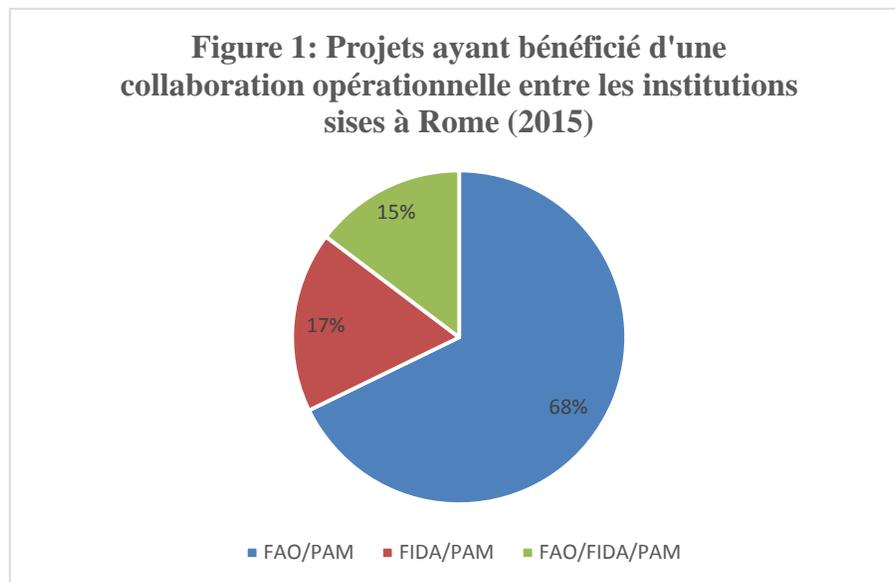
travaux effectués dans ce domaine par le Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable, qui constitue aussi un outil utile pour assurer un suivi mondial.

Soutien apporté aux grandes initiatives mondiales en vue d'atteindre l'objectif Faim zéro et de mettre en œuvre le Programme 2030

61. Pour la conférence Habitat III qui se tiendra à Quito (Équateur) du 17 au 20 octobre, les institutions ayant leur siège à Rome préparent une manifestation parallèle consacrée aux systèmes alimentaires et aux liens entre les milieux urbain et rural. Par ailleurs, elles effectueront ensemble une analyse des principaux problèmes qui apparaissent en matière de sécurité alimentaire et de nutrition en milieu urbain.
62. La collaboration avec le système des Nations Unies sur la COP22 prévoit l'organisation de manifestations parallèles communes qui mettront en lumière les actions conjointes du système sur le climat et les initiatives mises à l'essai pour faire face aux changements climatiques. Cette année, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques met l'accent sur les ODD. Les institutions ayant leur siège à Rome organisent ensemble des manifestations parallèles consacrées à l'ODD 2 et à l'ODD 17. Le PAM et la FAO travaillent sur deux autres manifestations parallèles, centrées sur l'ODD 1 et sur l'ODD 17. Les institutions sises à Rome seront responsables du stand des Nations Unies sur le thème "Faim zéro: la sécurité alimentaire sur fond de changement climatique".

ANNEXE**Collaboration du PAM avec les autres organismes ayant leur siège à Rome****Mise à jour statistique**

1. Conformément au cadre de collaboration établi entre les institutions sises à Rome, des données ont été recueillies sur les aspects suivants: i) aide à la formulation des politiques, connaissances et suivi; ii) opérations; iii) sensibilisation et communication; et iv) collaboration administrative. En 2015, 256 activités ont été menées en collaboration: 29 pour cent ont eu lieu au niveau du Siège, 6 pour cent dans des bureaux du PAM¹ et près de 65 pour cent au niveau régional et national. Pendant la période considérée, 86 pour cent des bureaux de pays du PAM étaient engagés dans une collaboration avec la FAO, 31 pour cent dans une collaboration avec le FIDA et 28 pour cent dans une collaboration trilatérale.
2. La collaboration entre les trois institutions a représenté 15 pour cent des activités menées conjointement au niveau régional et national, et la collaboration entre le FIDA et le PAM a représenté 17 pour cent de l'ensemble. Par rapport à 2014, la collaboration opérationnelle entre le FIDA et le PAM s'est accrue de 11 pour cent et toutes les catégories ont connu une hausse. La collaboration entre la FAO et le PAM a représenté 68 pour cent du total.



¹ Situés à Addis-Abeba, Bruxelles, Genève, Londres, New York, Tokyo et Washington.

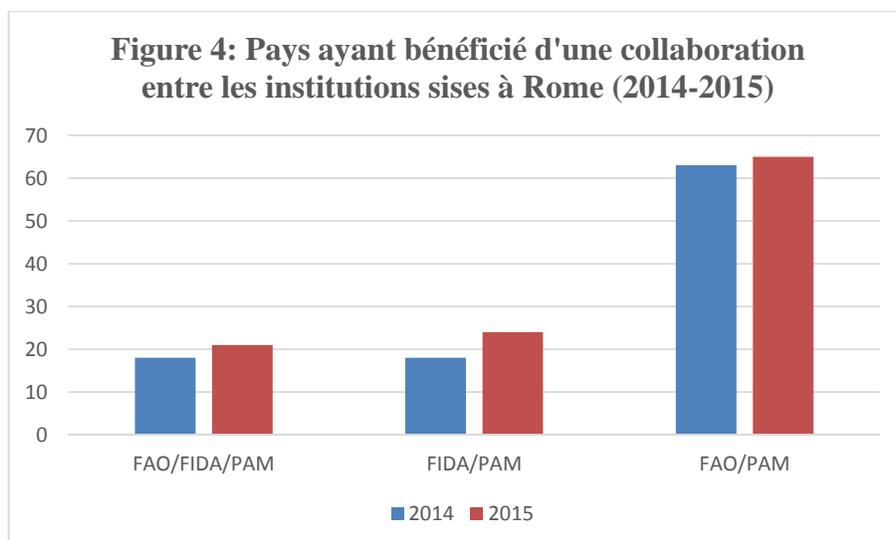
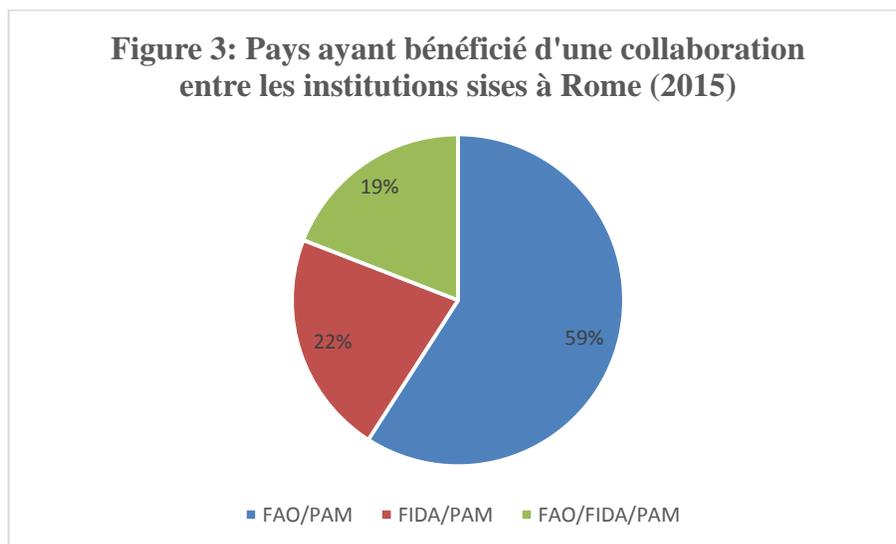
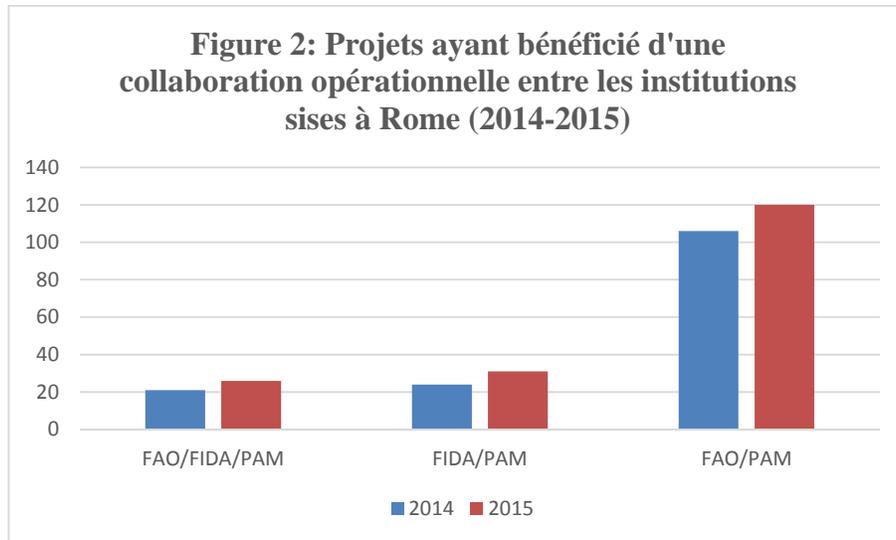


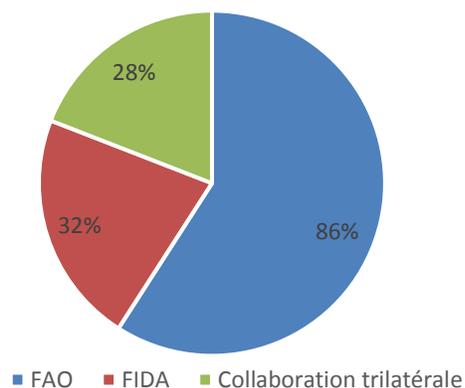
TABLEAU 1: COLLABORATION ENTRE LES INSTITUTIONS SISES À ROME, PAR LIEU D'INTERVENTION					
	Nombre	%	FAO/PAM	FIDA/PAM	FAO/FIDA/PAM
Siège	65	29,3	33	20	12
Bureaux du PAM*	14	6,3	8	6	0
Bureaux de pays	177	64,4	120	31	26
TOTAL	256		161	57	38

* Situés à Addis-Abeba, Bruxelles, Genève, Londres, New York, Tokyo et Washington.

TABLEAU 2: COLLABORATION ENTRE LES INSTITUTIONS SISES À ROME AU NIVEAU DES PAYS					
	2011	2012	2013	2014	2015
FAO/PAM	86	105	108	106	120
FIDA/PAM	12	11	18	24	31
FAO/FIDA/PAM	6	11	16	21	26

TABLEAU 3: NOMBRE DE PAYS AYANT BÉNÉFICIÉ D'UNE COLLABORATION ENTRE LES INSTITUTIONS SISES À ROME					
	2011	2012	2013	2014	2015
FAO/PAM	50	58	58	63	65
FIDA/PAM	10	10	14	18	24
FAO/FIDA/PAM	5	10	13	18	21

Figure 5: Pourcentage de bureaux de pays du PAM où une collaboration opérationnelle est en cours avec les institutions sises à Rome



Liste des sigles utilisés dans le présent document

COP21	vingt et unième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS NET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine
FIDA	Fonds international de développement agricole
FoodSECuRE	mécanisme destiné à renforcer la sécurité alimentaire et la résilience face aux aléas climatiques
Habitat III	troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable
IGAD	Autorité intergouvernementale pour le développement
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONU-SWAP	Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
REACH	Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance